



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-huitième session

Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024

**Renforcement de la résilience dans la région
au moyen de la transformation des systèmes agroalimentaires et de
l'utilisation de systèmes d'alerte précoce**

Résumé

Le lien intrinsèque des systèmes agroalimentaires avec les processus économiques, environnementaux et sociaux peut rendre ces systèmes vulnérables face à des crises et à des bouleversements qui pourraient avoir une incidence négative sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Des défis tels que les récentes crises économiques et internationales, les catastrophes de plus en plus fréquentes et de plus en plus dramatiques et les inégalités structurelles compromettent la réalisation des objectifs définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si l'on ne renforce pas la résilience des systèmes agroalimentaires, ces derniers deviendront de plus en plus vulnérables dans un monde sujet aux crises.

La résilience est un angle d'attaque essentiel sous lequel il est possible d'aborder les aléas naturels, le changement climatique, l'instabilité économique, la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, les vulnérabilités environnementales et les inégalités persistantes, qui viennent s'ajouter au risque de catastrophe et de crise dans la région. C'est toutefois un moyen d'action publique relativement nouveau, qui n'est pas mis en œuvre de manière rigoureuse et systémique pour protéger les systèmes agroalimentaires. Les aléas répertoriés sont surveillés, mais il reste à s'attaquer pleinement aux vulnérabilités afin de réduire le risque grâce aux capacités de résilience, en particulier pour les populations rurales. La démarche consiste généralement à surveiller les aléas et à intervenir dans les situations d'urgence, ce qui freine les efforts systémiques de renforcement de la résilience entrepris sur la base d'une compréhension plus profonde des facteurs de risque sous-jacents.

L'approche technique adoptée par la FAO en matière de résilience est globale. Elle consiste notamment à élaborer des méthodes visant à améliorer l'analyse des risques et de leurs répercussions. Elle facilite également les concertations nationales et régionales sur l'action à mener et appuie la collaboration multisectorielle entre de multiples acteurs au service de la résilience, et fournit des données probantes et des pratiques optimales pour atténuer les vulnérabilités face aux

Les documents de la session peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

crises tout en mettant en œuvre directement une agriculture d'urgence afin de protéger la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux, ou en aidant les gouvernements à le faire. La FAO appuie en outre les actions que les pays mènent pour opérer des transformations rurales inclusives visant à accroître les capacités de résilience des communautés vulnérables, des exploitants familiaux, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones.

Pour favoriser l'instauration de systèmes agroalimentaires résilients et inclusifs, la FAO recommande d'adopter des approches globales de façon à faire face aux menaces interdépendantes que posent les défis régionaux actuels en matière de sécurité alimentaire et de bien-être, en améliorant les systèmes de données et d'information, en garantissant des systèmes d'alerte précoce multirisques inclusifs, en harmonisant les politiques sectorielles et en prenant systématiquement en compte la résilience dans les stratégies relatives à l'intervention d'urgence, au climat et au développement.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée:

- a) à demander à la FAO d'aider les membres à améliorer les données et les analyses relatives aux risques et à leurs répercussions;
- b) à demander à la FAO d'aider les membres à mettre en place des systèmes d'alerte précoce multi-aléas inclusifs;
- c) à demander à la FAO d'appuyer l'élaboration de politiques sociales, économiques et environnementales cohérentes, notamment pour mobiliser en temps voulu des investissements efficaces et adaptés au contexte;
- d) à demander à la FAO d'apporter un appui technique pour prendre systématiquement en compte la résilience dans les stratégies relatives au développement et au climat, et de s'attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes telles que la pauvreté et les inégalités.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale
RLC-Conferencia@fao.org

I. SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET RISQUES MULTIPLES

1. La pression exercée sur les systèmes agroalimentaires s'accroît rapidement. Leur lien intrinsèque avec les processus économiques, environnementaux et sociaux les rend vulnérables face aux différentes crises et perturbations qui les empêchent de fonctionner correctement. Pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 2 (Faim zéro), il est primordial de renforcer la résilience des différents secteurs et acteurs intervenant dans les diverses composantes des systèmes agroalimentaires.

2. La région Amérique latine et Caraïbes a dû faire face à des défis considérables au lendemain de la pandémie de covid-19 et de la crise alimentaire mondiale. En 2022, son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,7 pour cent en moyenne¹. En outre, les projections régionales disponibles semblent indiquer que le PIB croîtra tout juste de 1,7 pour cent d'ici à la fin de 2023, et que la dynamique dans la région restera fragile en 2024². La forte hausse des prix des engrais et des produits alimentaires de

¹ CEPALC. 2022. *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2022. Trends and challenges of investing for a sustainable and inclusive recovery.*

https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/48078/7/S2201057_en.pdf.

² CEPALC. 2023. *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2023. Financing a sustainable transition: investment for growth and climate change action.*

<https://caribbean.un.org/en/244788-economic-survey-latin-america-and-caribbean-2023>.

base enregistrée en 2022, liée à des événements internationaux tels que la guerre en Ukraine et les restrictions à l'exportation imposées par plusieurs exportateurs de produits alimentaires essentiels, ont exposé les systèmes agroalimentaires de la région aux crises extérieures. Les bouleversements concomitants et successifs ont conduit à une spirale d'instabilité, qui a limité la capacité de ces systèmes à se redresser. Ces bouleversements ont entraîné une augmentation de l'inflation des produits alimentaires à l'échelle régionale, qui a été supérieure aux moyennes mondiales au second semestre de 2020, et, en 2022, la prévalence de la faim dans la région est demeurée plus élevée qu'avant la pandémie³.

3. Le changement climatique exerce des pressions supplémentaires, car la région Amérique latine et Caraïbes est particulièrement touchée par les catastrophes^{4,5,6}. La fréquence et l'intensité de ces dernières, notamment des phénomènes liés au climat comme les sécheresses, les inondations et les tempêtes, ont fortement augmenté depuis 50 ans⁷, et la région est la deuxième région la plus susceptible d'être frappée par des bouleversements de ce type⁸. Le changement climatique va se traduire par une intensification des extrêmes et des dérèglements climatiques à l'avenir. Les schémas anticipés s'accompagnent aussi d'une recrudescence des ravageurs et des maladies transfrontières et des maladies animales. Les répercussions sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en milieu rural, en particulier des exploitants agricoles de petite et de moyenne taille et des peuples autochtones vivant dans les montagnes, devraient s'aggraver d'après les projections, et prendre notamment la forme d'une réduction générale de la production agricole, de la superficie cultivable et de la disponibilité en eau⁹. Les perturbations des systèmes agroalimentaires pourraient en outre provoquer des pertes et des gaspillages ainsi qu'une réduction de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, ce qui nuira à la sécurité alimentaire.

4. Les fortes inégalités observées en Amérique latine et dans les Caraïbes aggravent les répercussions de risques qui se font pressants. C'est dans cette région que se concentrent principalement les pays enregistrant de très hauts niveaux de pauvreté rurale et de pauvreté extrême. La pauvreté rurale et les inégalités territoriales sont toutefois masquées dans les pays ayant en apparence un PIB élevé et des niveaux de pauvreté à l'échelle nationale plus bas. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les taux de pauvreté des zones rurales sont en outre supérieurs de 15 points de pourcentage à ceux des zones urbaines¹⁰. Depuis 20 ans, la croissance agricole a surtout profité aux produits, aux régions et aux entreprises à fort coefficient de capital ayant des liens avec le marché agroalimentaire mondial. Les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les personnes ayant des difficultés pour accéder à la terre se débattent en revanche pour obtenir des ressources agricoles, des équipements et des services ruraux, ce qui creusent les inégalités au sein du paysage agricole.

³ CEPALC, FAO, PAM. 2022. *Towards sustainable food and nutrition security in Latin America and the Caribbean in response to the global food crisis*. www.cepal.org/en/publications/48532-towards-sustainable-food-and-nutrition-security-latin-america-and-caribbean.

⁴ UNDRR. 2022. *Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction 2022: Our World at Risk: Transforming Governance for a Resilient Future*. Genève.

⁵ FAO. 2023. *The Impact of Disasters on Agriculture and Food Security 2023 – Avoiding and reducing losses through investment in resilience*. <https://www.fao.org/3/cc7900en/cc7900en.pdf>.

⁶ FAO. 2021. *The impact of disasters and crises on agriculture and food security: 2021*. <https://www.fao.org/3/cb3673en/cb3673en.pdf>.

⁷ FAO. 2021. *The impact of disasters and crises on agriculture and food security: 2021*. <https://www.fao.org/3/cb3673en/cb3673en.pdf>.

⁸ CEPALC. 2021. *Planning for disaster risk reduction within the framework of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/ae6fe59f-e288-431b-8edd-7cbe1f760c8d/content>.

⁹ GIEC. 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change – Technical Summary*. GIEC. www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_TechnicalSummary.pdf.

¹⁰ CEPALC. 2023. *Social Panorama of Latin America and the Caribbean 2023: labour inclusion as a key axis of inclusive social development*.

Une situation qui s'aggrave

5. Les extrêmes climatiques ont une incidence directe sur la sécurité alimentaire. Ils sont, avec les conflits et l'insécurité et les chocs économiques¹¹, l'un des trois principaux facteurs des crises alimentaires, et influent sur la sécurité alimentaire de différentes façons dans la région. Des catastrophes telles que les sécheresses, les inondations et les ravageurs détruisent actuellement les cultures et les cheptels, tandis que les perturbations des filières agricoles, comme celles qui se sont produites pendant la pandémie de covid-19 et qui se déroulent à présent en rapport avec la guerre en Ukraine, se répercutent sur la production alimentaire, et réduisent les disponibilités alimentaires ou poussent à la hausse les prix des denrées. Par ailleurs, la perte de revenu et les difficultés d'accès aux marchés dues aux catastrophes ont un effet direct sur la diminution des moyens dont la population rurale dispose pour s'alimenter, ce qui, ajouté aux flambées des prix et aux perturbations du commerce, rend la situation particulièrement difficile, notamment pour les personnes pauvres. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les pertes de production dues aux catastrophes représentent en effet une perte énergétique quotidienne de 975 calories par personne en moyenne, un niveau nettement supérieur à ceux d'autres régions¹².

6. Les catastrophes ont également une incidence sur la nutrition et la diversification de l'alimentation. La réaction des consommateurs face aux crises peut en outre déstabiliser les systèmes alimentaires, et venir s'ajouter aux flambées des prix et aux perturbations des échanges, entraînant des conséquences plus graves encore à la suite de catastrophes répétées ou concomitantes.

7. En 2023, environ 13,6 millions de personnes relevaient de la phase «urgence» ou «crise» de l'insécurité alimentaire aiguë dans la région¹³, et souffraient parallèlement de carences majeures. Le manque de données relatives aux répercussions des catastrophes et des crises sur la sécurité alimentaire, sur les moyens d'existence ainsi que sur d'autres dimensions du développement est une limite constante que l'on retrouve dans l'ensemble de la région.

8. L'insécurité alimentaire conduit à l'adoption de stratégies de survie préjudiciables susceptibles d'accentuer la vulnérabilité et la gravité de la pauvreté. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en viennent, par exemple, à vendre leurs biens de production, y compris leurs terres, pour se procurer de la nourriture, et basculent ainsi dans une pauvreté encore plus profonde. Elles vivent généralement dans des zones à risque et sont plus vulnérables face à ces risques que d'autres groupes, car elles ont moins accès à l'assistance technique, à l'information, aux services, aux marchés, à l'épargne, au crédit et à l'assurance, ce qui les rend moins aptes à surmonter les difficultés en cas de crise ou de catastrophe^{14,15}.

9. Au cours des dernières décennies, les pays de la région Amérique latine et Caraïbes ont réduit la proportion de personnes pauvres vivant dans les zones rurales ainsi que la proportion de personnes en situation de pauvreté extrême. La réduction la plus marquée de ces indicateurs s'est produite entre 2003 et 2013, lorsque les conditions extérieures favorables ont eu pour effet d'accélérer les stratégies axées sur le développement fondé sur les produits de base¹⁶. Le rythme du recul de la pauvreté rurale a toutefois stagné, et les niveaux de pauvreté extrême ont augmenté à partir de 2014, ce qui s'est traduit

¹¹ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2023. *2023 Global report on food crises: Joint Analysis for Better Decisions. Mid-Year Update*. Rome. www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-MYU.pdf.

¹² UNDRR. 2023. *Overview of disasters in Latin America and the Caribbean 2000-2022*. www.undrr.org/media/89900/.

¹³ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2023. *2023 Global report on food crises: Joint Analysis for Better Decisions. Mid-Year Update*. Rome. www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-MYU.pdf.

¹⁴ Banque interaméricaine de développement. 2020. *The Inequality Crisis: Latin America and the Caribbean at the Crossroads*. Banque interaméricaine de développement. <http://dx.doi.org/10.18235/0002629>.

¹⁵ Pour obtenir plus d'informations sur les répercussions des catastrophes sur les différents volets de la sécurité alimentaire, veuillez vous reporter à l'annexe 1.

¹⁶ Ocampo, J.A. 2017. *Commodity-Led Development in Latin America. International Development Policy – Revue internationale de politique de développement*, vol. 9, p. 51 à 76. <https://doi.org/10.4000/poldev.2354>.

par un cycle de 10 ans fait de stagnation et de retours en arrière. D'après la dernière analyse disponible, on estime que 19,5 pour cent des ménages ruraux de la région vivaient dans la pauvreté extrême en 2022, une proportion analogue à celle de 2013¹⁷. La persistance de la pauvreté dans la région est également alimentée par les catastrophes et les crises. À l'échelle mondiale, 23 pour cent des pertes économiques totales sont dues aux catastrophes, et jusqu'à 65 pour cent sont causées par des sécheresses¹⁸. Les répercussions de ces bouleversements sont plus graves pour les communautés pauvres, qui pâtissent de pertes de revenu proportionnellement plus importantes que la moyenne régionale¹⁹. D'ici à 2030, le changement climatique pourrait faire basculer 2,4 à 5,8 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté extrême en Amérique latine et dans les Caraïbes²⁰. D'ici à 2050, ce sont en outre 17 millions de personnes de la région qui pourraient être contraintes de migrer à l'intérieur de leur pays à cause de conséquences à évolution lente du changement climatique, telles que la modification de la distribution de l'eau, les températures extrêmes et l'élévation du niveau de la mer²¹.

II. APPROCHES SUIVIES ACTUELLEMENT EN MATIÈRE DE RÉSILIENCE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

10. Dans les Lignes directrices communes des Nations Unies pour bâtir des sociétés résilientes, la résilience est définie comme étant «la capacité des individus, des ménages, des communautés, des villes, des institutions, des systèmes et des sociétés à prévenir, résister, absorber, s'adapter, réagir et se rétablir de manière positive, efficiente et efficace face à un large éventail de risques, tout en maintenant un niveau de fonctionnement acceptable sans compromettre les perspectives à long terme de développement durable, de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de bien-être pour tous». La résilience est toutefois un concept relativement nouveau dans la région, et les pays sont encore en train de définir la façon dont elle se traduit dans leur contexte spécifique ainsi que la manière de mettre à profit le potentiel qu'elle offre pour les systèmes agroalimentaires. Il s'agira notamment de ne pas se limiter à répertorier les aléas, à les surveiller et à alerter lorsqu'ils se produisent, et d'appeler l'attention sur la réduction des risques, en particulier des risques constituant une menace pour les populations rurales qui se trouvent au cœur de ces systèmes²².

11. Depuis la pandémie de covid-19, on comprend mieux les répercussions des catastrophes sur les différentes parties des systèmes agroalimentaires, notamment sur le transport et l'accès aux marchés. Les principales avancées concernent cependant surtout la protection des produits agricoles. Certaines composantes telles que la santé phytosanitaire et les prix du marché bénéficient aussi de systèmes d'information relativement efficaces, mais l'évolution de la configuration des risques sur fond de changement climatique doit néanmoins être davantage prise en compte. Il sera essentiel de réaliser des analyses prospectives. Les initiatives de renforcement de la résilience destinées aux systèmes agroalimentaires ont été axées le plus souvent sur la protection de la production et, dans une certaine mesure, sur la protection de l'accès à la nourriture, comme en témoigne la façon dont certains systèmes d'alerte précoce sont conçus et mis en œuvre actuellement. Aujourd'hui, l'accent est mis avant tout sur la surveillance des menaces et des pertes relatives aux principaux produits de base pour les économies nationales et sur le suivi des prix des denrées alimentaires.

12. Dans les pays ayant déjà connu de graves crises alimentaires, comme ceux situés dans le couloir de la sécheresse d'Amérique centrale, les gouvernements et les partenaires du développement et de

¹⁷ CEPALC. 2023. *Social Panorama of Latin America and the Caribbean 2023: labour inclusion as a key axis of inclusive social development*.

¹⁸ FAO. 2023. *The Impact of Disasters on Agriculture and Food Security 2023 – Avoiding and reducing losses through investment in resilience*. <https://www.fao.org/3/cc7900en/cc7900en.pdf>.

¹⁹ Jafino. 2020. *Revised Estimates of the Impact of Climate Change on Extreme Poverty by 2030*. World Bank Policy Research Working Paper n° 9417. <http://hdl.handle.net/10986/34555>.

²⁰ Jafino. 2020. *Revised Estimates of the Impact of Climate Change on Extreme Poverty by 2030*. World Bank Policy Research Working Paper n° 9417. <http://hdl.handle.net/10986/34555>.

²¹ Clement, V.K. 2022. *Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration*. Washington. Banque mondiale.

²² Y compris les aléas hydro-climatiques.

l'action humanitaire jouent un rôle clair dans la protection de l'agriculture afin de prévenir l'insécurité alimentaire aiguë. Leur contribution passe, par exemple, par la fourniture de semences, d'engrais, d'une assistance technique et de transferts monétaires assortis de conditions et par l'adoption d'approches innovantes comme l'action anticipatoire. Dans tous les pays où l'agriculture est une activité productive et économique majeure, le secteur privé joue aussi un rôle essentiel pour renforcer la résilience du système agroalimentaire, notamment en installant des stations météorologiques, en investissant dans l'irrigation et en mettant en œuvre des technologies nouvelles dans les exploitations pour surveiller et réduire les pertes de production, en protégeant les installations de stockage contre les risques et en influant sur le programme d'investissement dans les infrastructures publiques.

13. Les interventions d'urgence continuent de dicter le programme d'action. Cela signifie que les menaces sont classées par ordre de priorité en fonction de répercussions passées et non de perspectives futures, ce qui limite les efforts déployés pour renforcer la résilience de manière systémique. On observe néanmoins des signes forts d'une plus grande prise de conscience de la nécessité d'un changement de paradigme. Pour faciliter la prise de décisions, des outils et des méthodes de suivi et d'évaluation des répercussions des catastrophes et des crises sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que sur les moyens d'existence agricoles ont été mis en œuvre dans plusieurs pays^{23,24}. Concernant la mesure de ces répercussions, les secteurs public et privé mettent toutefois depuis longtemps l'accent sur l'évaluation des dommages occasionnés à la production et aux biens. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les conséquences des catastrophes et des crises sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire ne sont pas mesurées de manière systématique, et peuvent souvent uniquement être déduites à partir des dégâts enregistrés au niveau de la production, sauf dans les pays qui utilisent la Plateforme de données sur les situations d'urgence (plateforme DIEM), laquelle donne quelques indications sur les principaux bouleversements ayant eu une incidence sur les moyens d'existence au cours d'une période donnée²⁵. De surcroît, les évaluations des risques ne ventilent pas l'analyse en fonction des types de territoires, du genre, de l'appartenance ethnique ou de l'âge. Les vulnérabilités respectives des différents groupes demeurent donc invisibles. La région Amérique latine et Caraïbes doit encore comprendre pleinement les facteurs et les déclencheurs des catastrophes, ainsi que la façon dont les risques de catastrophe entravent les progrès vers la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et inclusifs.

III. PROGRAMME RÉGIONAL DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES²⁶

III.1. Systèmes de données et d'information au service d'une action rapide et efficace

Systèmes de suivi et d'alerte précoce

14. Les systèmes d'alerte précoce génèrent et exploitent des connaissances sur les risques afin de surveiller les aléas et d'émettre en temps voulu des alertes qui parviennent aux décideurs et aux personnes exposées. Ces systèmes offrent la possibilité d'atténuer les effets néfastes potentiels de l'aléa en réduisant le risque ou en préparant une intervention limitant rapidement les effets. Les acteurs des systèmes agroalimentaires commencent à élaborer des dispositifs sous-sectoriels spécifiques d'analyse et de suivi des risques²⁷, comme le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur

²³ Évaluation rapide des besoins, IPC, évaluation des préjudices et des pertes, DIEM.

²⁴ Colombie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Pérou et République dominicaine.

²⁵ La plateforme DIEM est un système d'information créé par la FAO, qui repose sur des données primaires collectées à intervalles réguliers. Son objectif est d'aider à comprendre les répercussions des bouleversements qui se produisent dans les contextes de crise alimentaire et d'éclairer la prise de décisions à l'appui des moyens d'existence agricoles. Il est utilisé actuellement en Colombie, en El Salvador, au Guatemala, à Haïti et au Honduras. Voir <https://data-in-emergencies.fao.org/>.

²⁶ Pour obtenir des exemples régionaux, veuillez vous reporter à l'annexe 1.

²⁷ On peut citer comme exemple le suivi des répercussions des sécheresses. Ce suivi est important, car les sécheresses sont souvent des catastrophes silencieuses qui compromettent la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations sans retenir l'attention du public et qui ne font pas l'objet de seuils de

l'alimentation et l'agriculture (SMIAR). Il s'agit du système mondial d'alerte précoce de la FAO spécialement conçu pour suivre les aléas susceptibles d'avoir des incidences sur la production alimentaire, les prix des aliments et d'autres aspects essentiels du fonctionnement des systèmes agroalimentaires. Les aléas peuvent comprendre les risques climatiques tels que les sécheresses, les maladies animales, les ravageurs des plantes et/ou les effets d'El Niño, entre autres. Les systèmes nationaux existants qui étaient initialement conçus pour protéger les populations contre des aléas potentiellement mortels doivent évoluer pour intégrer des systèmes d'alerte précoce supplémentaires assortis de déclencheurs tenant compte des systèmes agroalimentaires pour activer des alertes et une action anticipatoire. L'action anticipatoire est une approche de la gestion des risques consistant à établir des liens entre les alertes et les actions concrètes afin de réduire les conséquences potentielles d'aléas imminents, laquelle est essentielle pour compléter les autres mesures de réduction des risques afin d'assurer la résilience des systèmes agroalimentaires.

Analyse intégrée et ciblage territorial

15. Des analyses ventilées et intégrées visant à déterminer les interactions, les synergies et les arbitrages entre les territoires sont en cours d'élaboration pour concevoir des solutions tenant compte du contexte et promouvoir des stratégies d'investissement efficaces et efficaces. Dans le cadre de l'initiative Main dans la main, des pays du couloir de la sécheresse d'Amérique centrale ont, par exemple, répertorié des composantes clés en matière d'investissement, qui auront un effet moteur sur la réduction de la pauvreté grâce aux nouvelles possibilités offertes sur leurs territoires pour encourager les investissements, la compétitivité et le développement durable²⁸. Pour mettre au point des stratégies efficaces d'adaptation et de prévention, il est essentiel de prendre acte de l'hétérogénéité existant au sein des systèmes agroalimentaires, de promouvoir les capacités de résilience liées à des caractéristiques spécifiques et au contexte, et d'établir un lien avec les systèmes de gouvernance locale.

III.2. Cohérence des politiques économiques, environnementales et sociales

Prise en compte systématique de la question de l'inclusion

16. Il est largement admis que les stratégies de résilience face aux catastrophes et aux crises qui ne reposent pas sur des approches différenciées aggravent généralement les inégalités existantes, car elles ne viennent pas en aide de manière efficace aux populations les plus vulnérables^{29,30,31,32}. Pour parvenir à des systèmes agroalimentaires résilients et inclusifs, il est primordial de s'attaquer aux inégalités structurelles lors de la conception des politiques et des interventions, non seulement pour combler les écarts déjà présents, mais aussi pour éviter que de nouveaux écarts ne se creusent.

17. Les communautés ont pris davantage conscience des risques et comprennent qu'il est important d'améliorer la résilience en investissant dans le renforcement des capacités et le développement des infrastructures. Le renforcement des capacités et de la mobilisation des communautés conduit à un sentiment de plus grande autonomie et consolide l'action collective, ce qui a pour effet de réduire la

déclenchement rapide de dispositifs d'atténuation. C'est notamment le cas dans les pays où l'agriculture commerciale à grande échelle a investi dans l'irrigation, le problème se limitant à la situation des petits exploitants.

²⁸ a) cartographie numérique des sols; b) zonage agricole appliqué aux risques climatiques; c) renforcement des instituts nationaux de recherche agricole dans les domaines de la recherche et développement et de l'innovation; d) systèmes intégrés d'eau salubre; et e) génération d'écosystèmes numériques pour renforcer les microentreprises et les petites et moyennes entreprises en milieu rural ainsi que les organisations agricoles familiales.

²⁹ Woodhill et al. 2022. *Food systems and rural wellbeing: challenges and opportunities*.

<https://doi.org/10.1007/s12571-021-01217-0>.

³⁰ Davis, B., Lipper, L. et Winters, P., 2002. *Do not transform food systems on the backs of the rural poor*.

<https://doi.org/10.1007/s12571-021-01214-3>.

³¹ IFPRI. 2020. *2020 Global food policy report. Building Inclusive Food Systems*.

<https://doi.org/10.2499/9780896293670>.

³² FAO. 2020. *Protection sociale et lutte contre la covid-19 dans les zones rurales*.

<http://www.fao.org/3/ca8561en/CA8561EN.pdf>.

vulnérabilité et de contribuer à améliorer le bien-être des communautés. Des approches plus nuancées concernant les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine seront nécessaires. Pour que personne ne soit laissé de côté, il est essentiel de disposer de données et d'éléments probants ventilés de façon à éclairer les processus de prise de décisions, de mener des approches interculturelles tenant compte du genre et de tous les stades de la vie, et de coordonner les politiques intersectorielles.

Adaptation au changement climatique et financement

18. Les dérèglements climatiques sont l'un des principaux facteurs des catastrophes qui touchent les systèmes agroalimentaires, et devraient s'intensifier à l'avenir, entraînant des effets en cascade sur l'environnement, l'économie, la stabilité sociale et politique et d'autres dimensions du développement durable. L'adaptation au changement climatique est donc un aspect central des progrès à accomplir pour renforcer la résilience de ces systèmes. Sa mise en œuvre et sa transposition à plus grande échelle sont rendues de plus en plus possibles depuis 10 ans grâce à la plus grande facilité d'accès aux dispositifs de financement de l'action climatique. L'adaptation représente aussi une excellente occasion de mettre en place de nouvelles méthodes de gestion des risques de catastrophe à court et moyen terme. Les plans nationaux et agricoles d'adaptation au changement climatique comprennent en effet depuis toujours des stratégies et des outils de réduction des risques de catastrophe et commencent à présent à intégrer des systèmes d'alerte précoce, ce qui offre la possibilité de mener une action anticipatoire et des activités de préparation aux interventions d'urgence.

Prise en compte des risques dans les plans et les investissements agricoles et territoriaux

19. Les plans nationaux d'adaptation sont souvent utilisés comme des cadres stratégiques que les gouvernements élaborent pour lutter contre les effets du changement climatique à l'échelle nationale. Bien que ces plans ne remplacent pas les plans de gestion des risques de catastrophe, les fonds internationaux mis à disposition pour leur financement ont facilité les processus de planification des activités d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ces effets et entraîné des retombées positives manifestes en matière de réduction des risques. Lorsqu'ils sont établis en mettant l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, les plans nationaux d'adaptation renforcent la résilience des pays face aux répercussions liées au climat, et réunissent différents secteurs tout en encourageant une planification territoriale et agricole qui tient compte des risques. Dans le domaine de l'agriculture, ces plans deviennent de plus en plus fréquemment des instruments d'action standard des pays de la région Amérique latine et Caraïbes en application de l'Accord de Paris, et comptent parmi les principaux moteurs du renforcement de la résilience au changement climatique.

Renforcement de l'agriculture familiale

20. Les politiques différenciées destinées à l'agriculture familiale permettent d'améliorer l'accès des agriculteurs familiaux aux services, aux biens et aux chaînes de valeur en milieu rural, accès qui est souvent insuffisant en raison de la petite taille des exploitations. Le défi consistant à tirer pleinement parti du potentiel de transformation qu'offre ce secteur et à dépasser les limites concernant l'échelle et la couverture de l'action publique demeure toutefois. Pour relier les exploitants familiaux à des politiques publiques ciblées, il est primordial de continuer de soutenir la coordination multisectorielle et d'améliorer certains outils essentiels comme les registres administratifs. Les initiatives réussies qui permettent à ces exploitants de se protéger des crises et des catastrophes, d'y faire face et de s'en relever combinent la garantie de l'accès à la terre, des options de crédit et des dispositifs d'assurance personnalisés, une assistance technique pour améliorer la productivité et la gestion des risques, et l'accès à des débouchés, au moyen, par exemple, d'initiatives d'achat public axées sur l'agriculture familiale, et en particulier dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.

III.3. Placement de la résilience des moyens d'existence et de la réduction de la pauvreté et des inégalités au centre des préoccupations

Systèmes nationaux de protection sociale complets

21. Les systèmes nationaux de protection sociale complets et intégrés sont une composante essentielle des politiques en matière de résilience. La protection sociale peut aider à faire face aux crises et aux situations d'urgence. Elle peut aussi contribuer en amont à renforcer la résilience des moyens d'existence lorsque les synergies qu'elle entretient avec l'agriculture, la durabilité environnementale et l'emploi sont prises en compte et recherchées activement au moyen d'une coopération intersectorielle et d'une conception, d'une mise en œuvre et d'une évaluation adaptées. Compte tenu des synergies possibles au regard des objectifs visés et du rapport coût-efficacité potentiel qu'offrent ces approches intersectorielles d'amélioration de la résilience, il y a de fortes raisons de continuer d'investir dans leur mise en œuvre.

Réduction du fossé existant entre les interventions d'urgence et le développement

22. Le recours à des interventions d'urgence pour mettre en place de nouvelles pratiques, de nouvelles technologies et de nouveaux modèles allant au-delà de l'assistance fournie habituellement en vue de rétablir des biens perdus contribue à améliorer la résilience des moyens d'existence à l'aide de pratiques intelligentes face au climat, de l'inclusion productive et d'autres mesures susceptibles de produire des effets durables. La prise en compte des risques et la volonté de changer permettent aussi d'intégrer des évolutions dans les pratiques standard à l'échelle locale. Les situations d'urgence, en particulier lorsqu'elles sont de grande ampleur, peuvent offrir des possibilités d'innovation institutionnelle, comme la création de dispositifs de coordination intersectorielle ou des modifications normatives conduisant à une amélioration de l'architecture institutionnelle. Ces évolutions majeures seront possibles uniquement si les décisions relatives aux interventions d'urgence et au relèvement s'appuient sur des analyses des risques appropriées.

Prise en compte des risques dans les stratégies de diversification des moyens d'existence

23. Malgré l'amélioration de l'analyse et du suivi des risques, le niveau de risque et d'incertitude demeure élevé. Les programmes qui contribuent à diversifier les moyens d'existence pour diversifier le risque sont ceux qui fonctionnent le mieux. Entre autres exemples, on peut citer la combinaison de moyens d'existence agricoles et non agricoles tels que le tourisme rural ou l'artisanat local. Cette démarche nécessite une assistance technique pour déterminer les options envisageables, et de fournir des ressources, d'assurer des formations et d'établir des liens adéquats et pérennes avec les marchés. L'un des autres éléments essentiels pour la résilience des moyens d'existence est le renforcement d'un point de vue aussi bien qualitatif que quantitatif de l'emploi dans les zones rurales et urbaines et de l'emploi rural non agricole. Cet objectif implique aussi de réfléchir aux investissements publics et privés nécessaires pour améliorer les compétences des travailleurs, favoriser les innovations technologiques sectorielles et territoriales ainsi que leur adoption et renforcer les partenariats publics et privés afin de rechercher les possibilités offertes par la bioéconomie ainsi que des solutions s'inspirant de la nature.

IV. APPROCHE TECHNIQUE DE LA FAO

24. La FAO incite à suivre une approche globale en matière de résilience. Il est indispensable de comprendre et de gérer les risques interdépendants des systèmes agroalimentaires pour renforcer la résilience au sein de leurs différentes composantes.

Systèmes d'information et données probantes

25. En prévision des catastrophes, la FAO appuie la conception et la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'alerte précoce multirisques, et s'emploie à intégrer une approche inclusive tenant compte de la problématique femmes-hommes, de façon à faciliter l'action anticipatoire et la préparation aux situations d'urgence ainsi que l'intervention en cas de crise, le tout dans le respect de l'initiative mondiale «Alertes précoces pour tous». Pour éclairer les processus de prise de décisions, la FAO a élaboré la plateforme DIEM. Cette plateforme est axée sur la collecte de données primaires, et porte

sur les répercussions des crises sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence agricoles³³. En outre, la FAO insiste sur l'importance des innovations scientifiques et technologiques pour étoffer les données susceptibles d'être exploitées dans le cadre de la prise de décisions et de l'assistance technique.

Soutien apporté à la gouvernance multisectorielle

26. La FAO s'emploie à renforcer les cadres de gouvernance au service d'une gestion efficace des risques multiples. Elle s'attache à soutenir la prise de décisions fondées sur des données probantes, à promouvoir la collaboration multisectorielle pour mener des actions concertées en faveur de la résilience et de la gestion des risques et à améliorer les dispositifs de financement. Elle adopte une démarche proactive en matière de gestion des risques, et utilise les évaluations des risques pour favoriser la résilience aux niveaux local, national et régional. La FAO appuie l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes multirisques inclusifs et harmonisés. Elle encourage également la mise en place de plateformes et de dispositifs de coordination entre de multiples acteurs, et renforce ainsi les initiatives de collaboration dans le domaine de la gestion des risques.

Prise en compte des vulnérabilités sous-jacentes dans la planification

27. La FAO s'efforce de répertorier des pratiques optimales résilientes et de faciliter leur mise en œuvre ainsi que leur transposition à plus grande échelle afin de prévenir et d'atténuer les risques, en tenant compte des savoirs autochtones et locaux. Elle s'attaque également aux causes profondes de la vulnérabilité, en encourageant l'adoption de solutions adaptées au contexte au moyen de systèmes de protection sociale améliorés, et s'emploie à faire progresser l'inclusion économique des femmes, des jeunes et des peuples autochtones, l'inclusion productive des petites et moyennes entreprises rurales et des agriculteurs familiaux, ainsi que les investissements dans des pratiques agricoles efficaces et durables.

28. Dans les situations de catastrophe et de crise, la FAO fait tout pour fournir en temps voulu une assistance présentant un bon rapport coût-efficacité afin de protéger les moyens d'existence agricoles. Cette aide est cruciale pour préserver l'agriculture et les moyens d'existence fondés sur l'alimentation ainsi que les systèmes agroalimentaires connexes, ce qui contribue au bout du compte à sauver des vies. Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie destinée à «reconstruire en mieux», qui vise à améliorer la résilience à long terme, en adoptant une approche interculturelle qui tient compte de la problématique femmes-hommes et intègre la gestion des risques dans les stratégies de reconstruction, de développement et de lutte contre le changement climatique.

V. DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

29. La résilience est l'une des priorités du cadre stratégique de la FAO. On trouvera dans les domaines prioritaires du Programme suivants la description de domaines d'intervention qui sont étroitement liés au renforcement de la résilience des systèmes agroalimentaires:

Domaine prioritaire du Programme	Principales actions
AV 1: Égalité femmes-hommes et autonomisation des femmes rurales	a. Politiques d'inclusion économique intégrant une approche propre à faire évoluer favorablement les rapports entre les sexes.
AV 2: Transformation rurale inclusive	a. Inclusion des personnes pauvres et des moyens d'existence ruraux dans les stratégies relatives au changement climatique, aux avancées technologiques et à l'évolution des systèmes alimentaires.

³³ On dispose déjà des résultats de cette initiative pour la Colombie, El Salvador, le Guatemala, Haïti et le Honduras. Ces informations contribuent à l'établissement du [Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire \(IPC\) \(ipcinfo.org\)](https://www.fao.org/ipc/), un outil mondial majeur de suivi de l'insécurité alimentaire aiguë.

	<ul style="list-style-type: none"> b. Renforcement de l'inclusion des femmes rurales, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. c. Amélioration de la cohérence entre la protection sociale et les politiques sociales, économiques et environnementales. d. Dispositifs de gouvernance rurale inclusifs et efficaces. e. Données probantes et bonnes pratiques au service du renforcement de l'inclusion socioéconomique et de la résilience environnementale.
AV 3: Situations d'urgence agricoles et alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> f. Systèmes complets d'alerte précoce applicables à plusieurs aléas et secteurs et assortis de normes pour une action anticipatoire et des activités de préparation efficaces et inclusives. g. Assistance pour remettre en état les moyens d'existence ruraux et les biens agricoles et rétablir la sécurité alimentaire et la production en cas de catastrophe, de crise socioéconomique et de conflit. h. Promotion du lien entre l'action humanitaire et le développement, en intégrant les principes visant à «reconstruire en mieux».
AV 4: Systèmes agroalimentaires résilients	<ul style="list-style-type: none"> a. Renforcement des systèmes de données et d'information sur les risques et les répercussions dans la perspective d'un transfert des risques et d'investissements ruraux et agricoles résilients. b. Transposition à plus grande échelle de mesures éprouvées de réduction de la vulnérabilité et des risques sur le terrain. c. Amélioration de la cohérence et de la coordination entre les politiques sociales, économiques, environnementales et climatiques.
AV 5: Initiative Main dans la main	<ul style="list-style-type: none"> a. Conception, mise en œuvre et suivi des plans d'investissement en milieu rural et mobilisation de financements.
AV 6: Accroissement des investissements	<ul style="list-style-type: none"> a. Stratégies d'investissement à fort impact et accords d'investissement. b. Élargissement de l'éventail de biens et de services publics en vue du développement économique et social des sociétés rurales.

30. Pour mettre en place une approche technique globale en matière de résilience, d'autres domaines prioritaires du Programme relatifs aux priorités régionales 1, 2 et 3 jouent un rôle essentiel. C'est notamment le cas des domaines prioritaires suivants: *amélioration de la production* (AP) 4 (Accès équitable aux ressources pour les petits producteurs), *amélioration de la nutrition* (AN) 2 (La nutrition au bénéfice des plus vulnérables), *amélioration de l'environnement* (AE) 1 (Systèmes agroalimentaires contribuant à atténuer le changement climatique et adaptés à ses effets), et AE 2 (La bioéconomie au service d'une alimentation et d'une agriculture durables).

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

31. En matière de sécurité alimentaire et de nutrition, la région Amérique latine et Caraïbes doit faire face à des défis accentués par les inégalités structurelles, les crises économiques, les conflits mondiaux, les problèmes de gouvernance et le changement climatique. Tous ces facteurs entraînent une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes, lesquelles touchent de manière disproportionnée les populations vulnérables et perturbent la production agricole et la sécurité alimentaire.

32. Pour relever efficacement les défis actuels et futurs, la région doit favoriser la mise en place de systèmes agroalimentaires inclusifs et résilients, assortis de mesures permettant de préserver leurs fonctions essentielles et de garantir la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'existence de millions

de personnes qui en dépendent. Pour atteindre cet objectif global, la FAO formule les recommandations suivantes:

- a) Amélioration des données et des analyses: i) mesurer et comprendre les risques multiples; ii) donner les moyens de mener des interventions efficaces et de renforcer la résilience aux niveaux local, national et international; et iii) améliorer les systèmes d'alerte précoce.
- b) Cohérence entre les politiques sociales, économiques et environnementales: i) soutenir une gouvernance multirisque; ii) renforcer les synergies intersectorielles; iii) mettre au point des moyens et des mesures techniques concernant la prévention et l'adaptation dans tous les domaines relatifs aux systèmes agroalimentaires, en prêtant une attention particulière au changement climatique; iv) intégrer les groupes vulnérables et renforcer l'action collective; v) réaliser en temps voulu des investissements efficaces adaptés au contexte.
- c) Prise en compte systématique de la résilience dans les stratégies relatives au développement et au climat: i) continuer de réduire les risques et les vulnérabilités socioéconomiques, comme la pauvreté et les inégalités, au moyen d'une transformation rurale inclusive; ii) développer l'action anticipatoire inclusive, interculturelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes; iii) relier l'action humanitaire au développement, en intégrant le principe visant à «reconstruire en mieux».

Annexe 1**Coup de projecteur sur certaines expériences régionales**

33. Dans le cadre de l'intervention menée selon une approche multirisque (risques économiques et climatiques) pour faire face aux répercussions socioéconomiques de la crise liée à la pandémie de covid-19, une assistance technique, des ressources et des formations en faveur de filières résilientes, y compris des pratiques au service d'une agriculture adaptée au climat, ont été encouragées et harmonisées dans quatre pays.
34. Des projets utilisant une gestion adaptative des écosystèmes afin de restaurer les écosystèmes dégradés pour protéger les sources d'eau et stimuler la recharge des aquifères ont été mis en œuvre dans quatre pays. L'amélioration de l'accès à l'eau et le renforcement des capacités locales nécessaires pour gérer les ressources naturelles de manière durable permettent aux petits exploitants agricoles d'être plus résilients face aux effets du changement climatique.
35. L'organisation intergouvernementale PLACA³⁴, qui est soutenue par la FAO (secrétariat) et réunit les ministères de l'agriculture de 16 pays de l'ensemble de la région Amérique latine et Caraïbes pour renforcer l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, a fait des systèmes d'alerte précoce l'une des composantes majeures de son programme d'action.
36. Des dispositifs sous-régionaux et régionaux ont été développés pour prévenir les ravageurs et les maladies transfrontières et lutter contre ces fléaux, en collaboration avec l'Organisme international régional de santé végétale et animale (OIRSA). Dans un pays, les moyens techniques utilisés pour lutter contre la fusariose (race tropicale 4) ont été améliorés, notamment dans le cadre de missions menées dans le pays, de la réalisation d'examen des plans d'action nationaux et de l'organisation d'ateliers de formation à la sécurité biologique à l'intention des producteurs et des techniciens.
37. Des groupes techniques de gestion des risques agroclimatiques visant à améliorer l'alerte précoce et la prise de décisions travaillent activement dans deux pays et sont renforcés actuellement dans plusieurs autres.
38. Une assurance agricole destinée aux petits exploitants a été mise en place dans cinq pays au moyen de partenariats publics ou public-privé.
39. Un dispositif de protection sociale adaptative a été instauré dans un pays et un dispositif de protection sociale réactive face aux chocs a été mis sur pied dans un autre, et des feuilles de route ont été établies pour progresser sur la voie d'une protection sociale anticipative dans trois pays.
40. Dans six pays, les capacités de résilience ont été renforcées en tenant compte de la problématique femmes-hommes et en prenant en considération le rôle des femmes dans les chaînes de production résilientes non traditionnelles.

³⁴ Plateforme d'action climatique sur l'agriculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PLACA). Site web: <https://accionclimaticaplaca.org/en/>.